



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Mars 2026

Sommaire

Focus – valorisation thermique des déchets	3
Faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE	7
TCHÉQUIE	9
SLOVAQUIE	14
LITUANIE	17
LETTONIE	18
ESTONIE	20
Agenda	22

**17 920
GWh**

**production record
d'électricité**

**par les 2 centrales
nucléaires slovaques
en 2025**

Focus – valorisation thermique des déchets

Pologne : Varsovie inaugure l'extension de son usine de valorisation des déchets

Une installation de valorisation des déchets a été ouverte, après extension, à Varsovie le 16 février dans le quartier Targówek. L'incinérateur traitera environ 265 000 t de déchets par an ; un tiers des ordures sera transformé en énergie correspondant à la consommation annuelle d'environ 50 000 ménages. Le projet a été réalisé par l'entreprise coréenne Posco Engineering & Construction Co. Ltd. La valeur de l'investissement est estimée à plus d'1,5 Md PLN net (≈380 M€ net).

Plus d'informations : [Warsaw opens major waste-to-energy plant](#)

Slovaquie : Bratislava prévoit la modernisation de son incinérateur de déchets

La société municipale chargée de la gestion des déchets et de la production de chaleur dans la capitale, *Odvoz a likvidácia odpadu* (OLO), prévoit un large projet de (re)construction et de modernisation de stations de traitement et d'incinération des déchets municipaux. La valeur estimée de ce projet s'élève à 253 M€. La société municipale OLO est en train de sélectionner les partenaires pour ce projet. La date limite de réception des demandes de participation a été fixée au 23 février 2026. Afin d'attirer les acteurs financiers, OLO a signé le 11 février un mémorandum sur les futures livraisons de chaleur avec l'entreprise publique MH Teplarensky qui regroupe les centrales de chauffage publiques dans le pays, dont aussi celle à Bratislava. Après la finalisation des travaux en 2032, sa capacité devrait s'établir à 180 000 t de déchets / an.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/52679-2026>

Lituanie : Ignitis cède 59 % de sa centrale de cogénération de Vilnius à Quaero Capital

Ignitis a annoncé la vente pour 120 M€ d'une partie (59%) de son usine de cogénération d'électricité et de chaleur (VKJ) à un fonds appartenant au gestionnaire d'actifs suisse Quaero Capital. L'usine est alimentée par des bio-carburants et des déchets, c'est la principale usine de ce type dans les Etats baltes. Le projet a été annoncé en 2017 et a été finalisé en 2024. En ouvrant le capital d'une de ses filiales à des sociétés de financement privées, Ignitis s'aligne avec les exigences énoncées par la Commission européenne comme préalable au déblocage de l'intégralité des 130 M€ de financements annoncés en 2018 (Ignitis a investi 52 M€ dans ce projet), un investissement justifié par le prix élevé du chauffage à Vilnius. VKJ a été développé par Ignitis (52 M€ d'investissements) avec le concours de la Commission européenne (130 M€ de financements) tandis que plus 200 M€ de crédits ont été levés auprès d'acteurs privés et publics, notamment la Banque Européenne d'Investissement.

Plus d'informations: [Swiss Quaero Capital will acquire EUR 120 million from Ignitis Group. VKJ stake worth EUR, Switzerland's Quaero Capital acquired 49 percent of the company's stake. Shares of Vilnius CHP - LRT](#)

Faits saillants

POLOGNE

Énergie

- tensions au Moyen-Orient et répercussions sur les marchés du gaz et du pétrole

QatarEnergy, deuxième fournisseur de GNL de la Pologne, a suspendu une partie de sa production. L'entreprise dispose d'un contrat de long terme avec Orlen pour environ 2,7 Mds m³ de gaz par an via le terminal de Świnoujście. Si l'approvisionnement polonais n'est pas menacé, la crise a contribué à une hausse d'environ 35 % des prix de gros du gaz en Europe. Cette évolution concerne toutefois principalement les prix spot européens et ne reflète pas directement les conditions tarifaires des contrats de long terme conclus par la Pologne.

Sur le marché pétrolier, le Premier ministre Donald Tusk a rappelé que la Pologne n'importe pas de pétrole via le détroit d'Ormuz et que les réserves nationales de carburant dépassent actuellement 73 % des capacités de stockage, garantissant la continuité de l'approvisionnement. Aucune mesure exceptionnelle n'a été mise en place à ce stade, mais le gouvernement est intervenu via une réduction des marges du groupe public Orlen.

Selon une première évaluation publiée par les économistes de mBank, la hausse des coûts énergétiques pourrait ralentir la croissance polonaise. La croissance annuelle serait ramenée à environ 3,9 % en 2026 (contre 4,3 % précédemment prévus par la banque), tandis que l'inflation pourrait atteindre 2,7 % en raison de la hausse des prix des carburants, estimée entre 16 % et 18 % en mars.

Plus d'informations : [PAP](#), [Reuters](#) et [mBank](#)

La diète polonaise a adopté une réforme visant à renforcer la transparence du processus de raccordement au réseau électrique. La loi introduit notamment la publication d'informations sur les capacités disponibles et de nouvelles règles pour vérifier les demandes de connexion, afin de limiter les projets spéculatifs et de mieux utiliser les capacités du réseau.

Plus d'informations : [Energetyka24](#)

- énergies renouvelables

Un partenariat stratégique a été annoncé pour développer la plus grande ferme photovoltaïque de Pologne à Sidłowo, portée par Virya Energy, avec le soutien de la BERD. Le projet devrait atteindre 722 MW, devenir la plus grande centrale solaire du pays et être directement raccordé au réseau 400 kV de PSE. La production pourrait couvrir la consommation d'environ 400 000 ménages et éviter 500 000 t CO₂ par an.

Plus d'informations : [WBJ](#)

- hydrogène

GAZ-SYSTEM a lancé les consultations sur le premier projet du Plan national décennal de développement du système de transport d'hydrogène couvrant les années 2026–2035. En tant qu'opérateur du système de transport d'hydrogène en Pologne, GAZ-SYSTEM souhaite, dans le cadre d'un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes, planifier un réseau d'hydrogène accessible aux acteurs du marché. Le document définira les principales orientations du développement du réseau de transport d'hydrogène en Pologne, ainsi que les projets de connexion avec l'infrastructure hydrogène en cours de développement en Europe.

Plus d'informations : [Consultations on the first National Ten-Year Development Plan for Hydrogen Transmission Network 2026-2035](#)

Orlen a mis en service à Piła sa cinquième station hydrogène publique en Pologne. La flotte d'autobus appartenant à l'Entreprise municipale de transport public pourra y faire le plein de ce carburant à faibles émissions, tout comme les clients individuels. L'hydrogène utilisé à la station de Piła provient des installations de production du Groupe Orlen. Le site a été construit dans le cadre de la phase II du projet Clean Cities – Hydrogen mobility in Poland, pour lequel plus de 2 M€ de financement ont été obtenus grâce à l'instrument CEF Transport Blending Facility. Dans la phase suivante du projet – la phase III – la construction de 16 stations hydrogène supplémentaires est prévue. Pour la réalisation de cette tâche, Orlen a reçu en 2024 une subvention européenne non remboursable de 62 M€.

Plus d'informations : [Rynek Infrastruktury](#)

- électricité

Le régulateur polonais de l'énergie URE a ouvert des procédures contre les unités de fourniture d'électricité de plusieurs grands groupes énergétiques, dont PGE, Enea, Energa et Tauron, concernant leur participation au mécanisme de compensation lié au gel des prix de l'électricité. Selon les entreprises, ces procédures pourraient entraîner des contributions supplémentaires au fonds de compensation, en raison d'interprétations différentes de la législation sur le plafonnement des prix de l'énergie. Les montants potentiels pourraient atteindre plusieurs centaines de millions de zlotys pour certains groupes.

Plus d'informations : [PAP](#)

- nucléaire

Un accord a été signé à Washington entre Orlen Synthos Green Energy et GE Vernova Hitachi Nuclear Energy pour développer un projet de petit réacteur modulaire (SMR) en Pologne. Selon le ministre de l'Énergie Miłosz Motyka, la technologie pourrait être intégrée au système énergétique polonais dans les années 2030, afin de renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance au gaz russe.

Plus d'informations : [PAP](#)

- gaz

La société Polska Grupa Energetyczna (PGE) a signé des contrats avec un consortium formé par Polimex Mostostal et Siemens Energy pour construire deux centrales à gaz de 600 MW chacune près des sites de PGE Gryfino Dolna Odra Power Plant et PGE Nowy Rybnik Power Plant. L'investissement est estimé à environ 1,43 Md€ (6 Mds PLN). Les unités, soutenues par des contrats de capacité de 15 ans à partir de 2030, devraient être mises en service avant fin 2029 et contribuer à équilibrer les renouvelables et réduire le recours au charbon.

Plus d'informations : [PGE](#)

Environnement

Le 9 mars 2026 à Gniezno en Pologne a eu lieu une réunion des ministres de l'environnement du Triangle de Weimar, au cours de laquelle ont été abordées la future politique climatique de l'UE, les défis liés à la compétitivité ainsi que l'agenda international 2026.

Plus d'informations : [MKiS.gov.pl](#)

Le ministère des Fonds et de la Politique Régionale a mis en consultation publique le projet de loi concernant le développement durable des villes, constituant l'un des éléments de la mise en place de la Stratégie du Développement du Pays d'ici 2035. Le projet prévoit, entre autres, l'introduction de l'union de développement - une nouvelle forme de coopération entre les unités de l'administration territoriale qui pourra fonctionner dans les zones métropolitaines, les agglomérations et les villes plus petites.

Plus d'informations : [MFIPR.gov.pl](#)

Infrastructures

- Port Polska (ex CPK)

Après la construction de la ligne à grande vitesse dite « Y » reliant Varsovie à Wrocław et Poznań, le prochain grand projet ferroviaire devrait être la ligne CMK Nord, extension de la Central Rail Line vers Gdańsk. Le tracé doit passer par Płock et Grudziądz jusqu'à la région de la Tri-City. La construction est prévue après 2030 et devrait réduire le temps de trajet entre Varsovie et Gdańsk à environ 1 h 40. Selon les plans actuels, la ligne ne sera pas détournée via Toruń ni Bydgoszcz. La société Centralny Port Komunikacyjny (CPK) doit présenter en avril la carte des investissements ferroviaires prévus après 2035 dans le cadre du futur réseau intégré.

Plus d'informations : [Dziennik Gazeta Prawna](#)

Transport

- ferroviaire

Début février, Alstom a signé un accord de quatre ans avec PKP Polskie Linie Kolejowe, gestionnaire du réseau ferroviaire en Pologne. Cet accord stratégique porte sur la sécurité du réseau ferroviaire national. De 2026 à 2029, les équipes d'Alstom seront chargées des inspections et de la révision périodiques des aiguillages électriques Onvia Switch utilisés sur l'ensemble du réseau polonais. Le contrat porte principalement sur près de 3 500 inspections et révisions, avec une option pour 800 inspections supplémentaires si nécessaire.

Plus d'informations : [Option finance](#)

L'entreprise PESA, fabricant polonais du matériel roulant, recevra plus de 36 M PLN (≈8,4 M€) du Plan national de relance et de résilience pour développer le premier train à hydrogène polonais de nouvelle génération. Le projet prévoit la construction d'un prototype de véhicule ferroviaire à hydrogène destiné au transport de passagers, doté d'une alimentation supplémentaire à partir de la caténaire.

Plus d'informations : [MKIS.gov.pl](#)

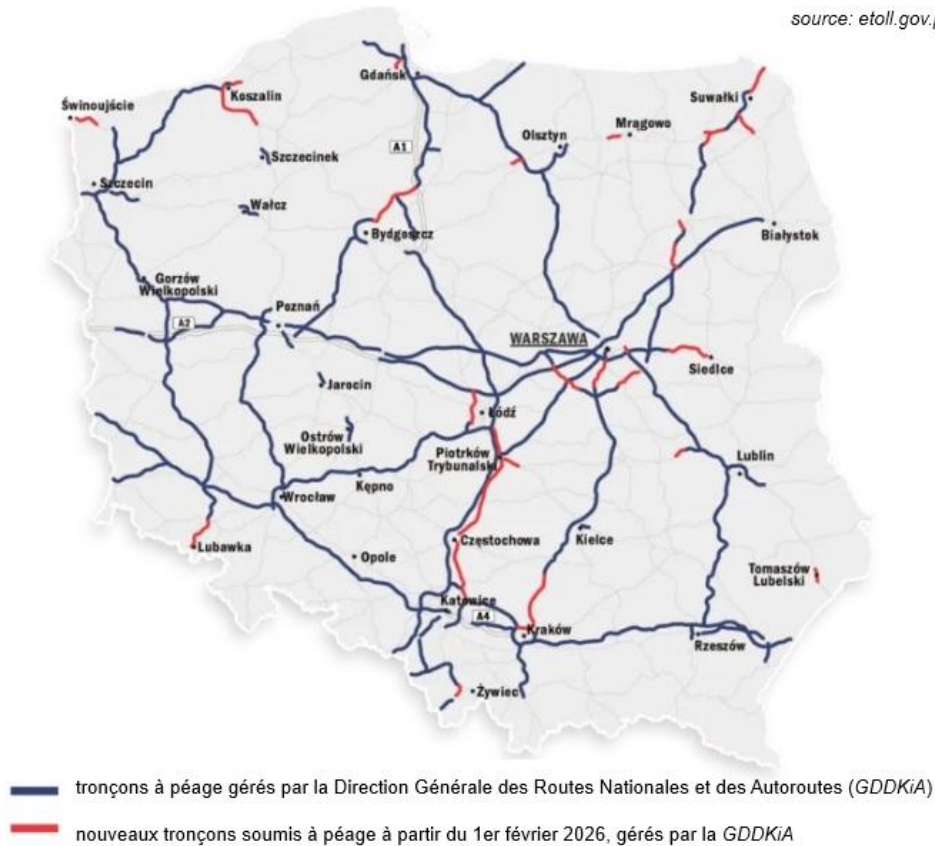
- aérien

Le 20 février, la société Polskie Porty Lotnicze (PPL – Aéroports Polonais) a signé un accord de crédit d'un montant de 3,3 Mds PLN (770 M€) avec un consortium de banques composé de Pekao, PKO BP et la banque publique BGK. Ces fonds doivent permettre la modernisation de l'aéroport Chopin de Varsovie ainsi que l'engagement en capital de PPL dans la construction de Port Polska (ex CPK). La modernisation de l'aéroport de Varsovie, estimée à environ 940 M PLN (≈220 M€), devrait permettre d'augmenter sa capacité à plus de 30 M de passagers par an. Les travaux d'extension devraient s'achever en 2029.

Plus d'informations : [Polish airports operator inks PLN 3.3 bln loan agreement with domestic banks' consortium](#)

- routier

Le 1er février 2026, 644 km de nouvelles routes nationales ont été inclus dans le système de péage e-TOLL. En même temps, les taxes de péage pour les véhicules d'un poids supérieur à 3,5 t et pour les autobus ont augmenté d'entre 40 et 42 %. Après cette extension, le péage couvre au total 5 869 km de routes nationales. Le ministère des Finances compte sur des recettes budgétaires à hauteur de 6,6 Mds PLN (≈1,54 Mds€) provenant de ce système en 2026.



Plus d'informations : [e-TOLL system](#)

HONGRIE

Énergie

Le gouvernement hongrois a lancé un programme, cofinancé par l'Union européenne, visant à améliorer l'efficacité énergétique des PME et des opérateurs de services d'eau. L'enveloppe totale s'élève à 38,7 Mds HUF (environ 95 M€), avec des prêts individuels allant de 10 à 500 M HUF (25 000 à 1,2 M€) par bénéficiaire. Les fonds peuvent financer l'isolation, le chauffage, la ventilation, l'éclairage ou l'acquisition d'équipements économes en énergie.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

Le ministère de l'Énergie a annoncé la réouverture d'un programme de subvention destiné à la modernisation des systèmes de chauffage dans les immeubles à chauffage collectif et vise à permettre le déploiement de compteurs individuels. Face au succès du dispositif, initialement doté de 5 Mds HUF (12,5 M€), l'enveloppe budgétaire a été relevée à 9,1 Mds HUF (environ 23 M€) afin de permettre l'intégration d'un plus grand nombre de bénéficiaires et de répondre à la forte demande constatée lors de la première phase.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- électricité

L'énergéticien MVM a annoncé l'installation d'une unité de stockage par batterie sur le site de sa centrale à gaz de Bakony. Le projet porte sur une capacité d'environ 57 MW, destinée à renforcer la flexibilité du réseau électrique. L'investissement s'élève à plus de 10 Mds HUF (25M€), dont 3,85 Mds HUF d'aide de l'Union européenne dans le cadre du plan de relance. La mise en service est prévue d'ici le troisième trimestre 2026.

Plus d'informations : [CEEnergy News](#)

Le régulateur hongrois de l'énergie (MEKH) a publié une version révisée de son plan national de sécurité d'approvisionnement d'électricité. Le document précise les mesures de prévention et

d'intervention en cas de perturbations du réseau, incluant la gestion des crises, les risques naturels et les scénarios d'urgence. Le régulateur souligne la nécessité de renforcer la coordination entre opérateurs, améliorer la résilience des infrastructures et établir des scénarii permettant de garantir la continuité de l'approvisionnement.

Plus d'informations : [MEKH](#)

Un parc solaire photovoltaïque de 40 MW, doté d'un système de stockage par batterie de 40 MWh, a été mis en service à Kiskunhalas, renforçant la capacité de production d'électricité à partir de sources renouvelables. Cette mise en service s'inscrit dans un contexte de croissance rapide du solaire, avec plus de 1 GW de capacité PV ajoutée en 2025, portant la capacité installée totale à environ 8,3 GW

Plus d'informations : [CEEnergy News](#)

Un système de stockage par batterie d'une capacité de 50 MW / 99,8 MWh, présenté comme le plus important du pays, a été inauguré à Győr par l'énergéticien hongrois ALTEO. L'investissement total s'élève à environ 18 Mds HUF (45 M€), dont près de 6 Mds HUF (15 M€) de soutien public dans le cadre du Plan de relance et de Résilience. L'installation représente environ un cinquième des capacités de stockage existantes en Hongrie

Plus d'informations : [Portfolio](#)

Le régulateur hongrois de l'énergie (MEKH) a adopté le décret établissant les frais applicables aux procédures d'attribution par appels d'offres des capacités disponibles sur les réseaux moyenne et haute tension. Le texte définit notamment les types de frais exigibles au titre de la procédure de documentation et de participation, ainsi que les modalités et obligations de paiement pour les candidats lors du processus d'attribution des droits d'accès au réseau, assurant une allocation plus efficace, transparente et non discriminatoire des capacités disponibles.

Plus d'informations : [MEKH](#)

- énergies fossiles

Le régulateur hongrois de l'énergie (MEKH) a publié les tarifs applicables à la prochaine année de stockage de gaz naturel (1 avril 2026 – 1 avril 2027). Dans ce cadre, le tarif de retrait baisse d'environ 19,9 %, tandis que l'injection augmente d'environ 5 % et le tarif de stockage augmente légèrement (+1,18 %) par rapport à la période tarifaire précédente.

Plus d'informations : [MEKH](#)

Le ministère hongrois de l'Énergie a lancé un appel d'offres pour sept nouveaux sites d'exploration et de production d'hydrocarbures (gaz naturel et pétrole), avec des concessions de 20 ans renouvelables, visant à stimuler l'exploitation des ressources nationales et réduire la dépendance aux importations.

Plus d'informations : [Hungary Today](#)

- nucléaire

Le gouvernement hongrois a officiellement lancé la construction de l'extension nucléaire Paks II, sur le site existant de Paks, avec le premier coulage de béton de l'unité 5. Le projet prévoit deux réacteurs VVER 1200. Les autorités hongroises visent une mise en service des unités en 2030.

Plus d'informations : [CEEnergy News](#)

Infrastructures aériennes

Le gouvernement hongrois a célébré la pose de la première pierre du nouveau terminal « Terminal + » à l'aéroport Liszt Ferenc de Budapest, une infrastructure phare visant à augmenter la capacité de l'aéroport de 10 M de passagers par an et à moderniser le hub aérien. La cérémonie, à laquelle a participé le Premier ministre Viktor Orbán, a mis en avant un investissement d'environ 1 Md€ porté par l'exploitant Budapest Airport, en coopération avec son partenaire VINCI Airports.

Plus d'informations : [Telex](#)

Gouvernance

Le Président Petr Pavel a nommé Igor Červený ministre de l'Environnement, succédant à Petr Macinka. Le nouveau ministre défend une approche « pragmatique » conciliant la protection des ressources naturelles avec la compétitivité industrielle. Ses priorités incluent la poursuite du programme d'efficacité énergétique « *New Green Savings* », la modification du système de zones d'accélération pour les énergies renouvelables, ainsi que la révision du système de quotas d'émission. Filip Turek, commissaire gouvernemental, demeure l'envoyé du gouvernement pour la politique climatique et le Pacte Vert.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Energie

- électricité

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a lancé une enquête sur plusieurs projets de modernisation du réseau électrique national réalisés par CEPS et financés par des subventions européennes issues du programme OP PIK 2014-2020. Un contrôle est prévu le 12 mars au siège de l'entreprise, portant sur la documentation technique, les achats et les justificatifs liés aux projets. CEPS, opérateur exclusif du réseau de transport d'électricité tchèque (6 k km de lignes, 45 postes), est détenu à 100 % par l'État via le ministère de l'Industrie et du Commerce. En 2025, l'entreprise a enregistré un bénéfice net de 7,18 Mds CZK (~287 M€) pour un chiffre d'affaires de 29,4 Mds CZK (~1,18 Md€).

Plus d'informations : articles [Oenergetice](#) et [Neovlivni.cz](#)

En 2025, le montant des amendes infligées par l'Office de régulation de l'énergie (ERU) et sanctionnant les pratiques commerciales préjudiciables aux consommateurs s'est élevé à 18,5 M CZK (740 k€), un niveau inédit depuis la création de l'autorité. Les sanctions liées à la protection des consommateurs représentent près des deux tiers du total des amendes imposées dans le secteur énergétique (28,4 M CZK / 1,16 M€). L'ERU a également retiré la licence à la société Elgas Energy, lui infligeant en parallèle une amende de 6 M CZK (246 k€) pour pratiques trompeuses répétées. L'autorité signale par ailleurs une hausse des signalements liés aux intermédiaires non enregistrés responsables de démarchages agressifs et de signatures forcées de contrats ou mandats. L'ERU a reçu plus de 300 demandes d'ouverture de contrôle en 2025 et prévoit de renforcer ses actions de prévention et d'assainissement du marché.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

L'Office de régulation de l'énergie (ERU) et l'Office tchèque des télécommunications (CTU) ont signé un mémorandum visant à mieux coordonner la protection des consommateurs et à renforcer la résilience des réseaux énergétiques et de communication. La coopération porte sur le partage d'informations, la coordination des travaux, ainsi que sur la préparation conjointe de textes législatifs et de documents méthodologiques. Les deux institutions travailleront également sur le déploiement des réseaux à très haute capacité, le suivi des interférences électromagnétiques (GNSS), ainsi que sur des actions communes d'information et d'éducation.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

- charbon

L'unité de traitement du charbon du site CSM à Stonava a cessé son activité, marquant la fin du traitement du charbon en République tchèque. L'arrêt intervient après la fin de l'extraction dans le bassin d'Ostrava-Karviná début février, clôturant près de 250 ans d'exploitation houillère. Les activités résiduelles d'OKD, détenue à 100 % par l'État via la société Priskose, se concentrent désormais sur l'expédition, la production de mélanges énergétiques et le traitement des boues

de charbon. L'entreprise réoriente progressivement son modèle vers la valorisation du gaz de mine et la production de combustibles. Après les vagues de départs de janvier et février, les effectifs devraient être réduits à environ 400 d'ici la fin de l'année, contre environ 890 actuellement. La liquidation technique du site CSM est prévue en 2028-2029.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

- énergies renouvelables

La ville de Moravska Trebova (région de Pardubice) a reporté sa décision concernant le projet de construction de quatre éoliennes d'une puissance totale de 28 MW porté par S&M CZ Jevicko. La municipalité demande une étude acoustique et la clarification des droits fonciers avec les propriétaires privés concernés. L'investisseur propose une contribution de 1,2 M CZK (~48 k€) à la commune tout en prévoyant la mise en place d'un modèle d'énergie communautaire. Les discussions devraient se poursuivre d'ici l'été.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

Le projet de parc éolien porté par NOHO Energy près de Vojtechov a obtenu un avis environnemental favorable de la région de Pardubice, condition préalable à la délivrance du permis de construire. Le parc prévoit l'installation de cinq éoliennes pour une puissance totale de 36 MW. La commune de Vojtechov a validé le projet après consultation locale et a conclu un accord avec l'investisseur incluant un tarif d'électricité réduit pour les habitants et des contributions annuelles pour la municipalité. La mise en service est envisagée d'ici fin 2028.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

- batterie

Skoda Auto a mis en service une nouvelle ligne d'assemblage de batteries sur son site de Mlada Boleslav, pour un investissement de 205 M€. Avec cette capacité supplémentaire, l'entreprise devient le premier producteur de systèmes batteries du groupe Volkswagen, avec une production prévue de 1 100 unités par jour et jusqu'à 335 k unités par an. La ligne, automatisée à 84 % avec 131 robots, peut assembler un système par minute. Les batteries alimenteront les modèles produits à Mlada Boleslav ainsi que d'autres usines du groupe.

Plus d'informations : communiqué [Skoda Auto](#)

- métaux critiques

Le gouvernement tchèque a ouvert des discussions avec la Corée du Sud sur une éventuelle coopération entre Geomet, détenue à 51 % par l'énergéticien tchèque CEZ et à 49% par l'australien EMH, et le géant sidérurgique sud-coréen Posco pour l'extraction et la transformation du lithium de Cinovec d'ici 2030. L'étude de faisabilité confirme une capacité d'extraction de 3,2 Mt annuel de minerai, soit 37 k t annuel de carbonate de lithium de qualité batterie. L'investissement est estimé à 42 Mds CZK (~1,7 Md€). Le projet est classé stratégique par l'UE et le gouvernement tchèque, mais continue de susciter des oppositions locales.

Plus d'informations : communiqué [CzechTrade](#)

- efficacité énergétique

Selon les dernières données de l'Office tchèque des statistiques (CZSO), 67,3 % des ménages tchèques vivent dans un logement isolé (contre 65,6% en 2023) et 91,1 % disposent de fenêtres double ou triple vitrage, en légère hausse par rapport à 2023 (87,8 %). Les dépenses énergétiques (électricité, chaleur, gaz, combustibles) représentent 61 % du budget mensuel dédié au logement, soit en moyenne 8 897 CZK/mois (~367€), soit 15,9 % du revenu net).

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

Environnement

L'opération de retrait et d'évacuation vers la Bavière de plus de 600 t de déchets illégalement importés par l'entreprise allemande Roth International s'est poursuivie à Brno-Horní Heršpice. Les discussions entre le ministère de l'Environnement et les autorités bavaroises se poursuivent afin d'organiser l'évacuation d'un reliquat de plusieurs dizaines de tonnes.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Fonds européens

Le ministère de l'Environnement a réalisé l'évaluation à mi-parcours des 21 projets stratégiques du Programme opérationnel Transition juste dans les régions de Moravie-Silésie, Ústí nad Labem et de Karlovy Vary. Ces projets, d'un budget total de 18,2 Mds CZK (~745 M€), visent la reconversion des territoires charbonniers vers une économie durable. Les projets avancent dans les domaines de la recherche (REFRESH, LERCO), de la formation (TPA), de la revitalisation de friches (POHO Park), de l'innovation régionale (Centre de transformation de la région d'Ústí, Centre d'innovation de Karlovy Vary) et de la transition environnementale (Mine verte, Spa Research Centre).

Plus d'informations : communiqué [MZP](#), site de l'[OPST](#)

Le ministère de l'Environnement lance un nouvel instrument financier « Régénération des friches à des fins non-commerciales » (OPST), doté de 1,55 Md CZK (~63,5 M€), dans le cadre du Programme opérationnel Transition juste. L'enveloppe combine des subventions (36-45 % des dépenses éligibles) et des prêts à taux zéro (44-55 %, maturité jusqu'à 10 ans, différé possible de 2 ans). Le dispositif cible les régions d'Ústí nad Labem (1,2 Md CZK / ~49 M€) et de Karlovy Vary (350 M CZK / ~14,3 M€) pour la reconversion de friches minières en équipements publics. Le taux de prise en charge peut atteindre jusqu'à 10 % des coûts éligibles, dans la limite de 300 M CZK (~12,3 M€) par projet à Ústí et 100 M CZK (~4,1 M€) à Karlovy Vary. Les demandes sont ouvertes du 12 mars au 30 octobre 2026 via le Fonds national pour l'environnement.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#), [appel n°1/2026](#)

La Commission européenne a approuvé provisoirement la cinquième demande de paiement du Plan national de relance tchèque, représentant 17 Mds CZK (~0,7 M€). Cette tranche portera le taux de décaissement à 78 % de l'enveloppe totale, plaçant la Tchéquie au 5^{ème} rang européen en termes de décaissement. Les fonds soutiennent la modernisation des services numériques publics, l'acquisition de véhicules zéro-émission, le déploiement d'infrastructures de recharge, ainsi que l'innovation en entreprise (1 Md CZK/~41 M€) et les projets de R&D environnementaux (200 M CZK/~8,2 M€). Les réformes validées incluent la simplification des règles d'installation photovoltaïque, la révision de la stratégie hydrogène, le développement des réseaux 5G, la création de 55 nouveaux programmes universitaires ainsi que l'adoption de la loi sur le soutien au logement. Au total, 29 jalons ont été remplis. Deux dernières demandes de paiement (48 Md CZK/~1,97 Md€) sont prévues en 2026.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#), site web du [Plan national de relance](#)

Transports

Les priorités affichées en matière des transports dans la nouvelle stratégie économique du gouvernement, publiée le 20 février, comprennent l'achèvement du réseau autoroutier d'ici 2035, avec comme priorités la D3 vers l'Autriche, la jonction entre la D1 et la D11 dans le cadre du périphérique de Prague, la D35 en Moravie, la D11 vers la frontière polonaise ou l'élargissement de la D1 près de Brno. La stratégie prévoit également la construction progressive du réseau de connexions ferroviaires rapides (l'axe Dresde-Prague-Brno-Ostrava), une capacité renforcée des corridors, la poursuite de l'électrification, l'installation de l'ETCS et un recours plus important aux PPP.

- ferroviaire

Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaire Správa železnic (SŽ) a annoncé une suppression de 120 postes dans le cadre d'une campagne d'économies visant dans un premier temps un effort de 13,8 M€ par an. Outre les frais personnels, d'autres économies résulteront d'une réduction de 20 % des dépenses liées au marketing, aux services informatiques et juridiques et à la rationalisation des relations publiques et de la communication. Une deuxième phase de restructuration est prévue au 1^{er} juillet 2026, avec des mesures de centralisation supplémentaires et de nouvelles réductions des postes de gestion et d'administration.

Správa železnic apportera également des modifications aux procédures d'appel d'offres afin d'ouvrir le marché à un plus grand nombre de fournisseurs, y compris la concurrence internationale avec des changements suivants : ajustement des exigences de qualification, recours plus fréquent aux consultations préliminaires du marché, réduction des barrières administratives pouvant empêcher la participation de petites entreprises ou d'entreprises étrangères, révision des exigences techniques et reconnaissance progressive de certaines certifications et références étrangères, division des grands projets en lots technologiques et des travaux de construction afin d'élargir la participation des entreprises spécialisées et de réduire la dépendance à l'égard d'un nombre limité de grands fournisseurs (souvent en position monopoliste) et de faire baisser les prix grâce à la concurrence.

En vue de réduire les coûts d'investissement dans les constructions ferroviaires, Správa železnic a commandé une analyse internationale du coût de construction des infrastructures ferroviaires qui semblent être plus élevés en Tchéquie qu'en Espagne ou en Pologne. Les résultats devraient être disponibles cet été.

Les ministres des Transports tchèque, Ivan Bednárik, et allemand, Patrick Schnieder, ont évoqué lors d'une réunion bilatérale l'importance du projet de LGV reliant Prague à Berlin via Dresde. Cette ligne, comprenant le tunnel tchéco-allemand de 30 km sous les monts Métallifères, devrait contribuer à éliminer les contraintes capacitaires sur le tracé ferroviaire actuel. Le ministre allemand a précisé que ce projet avait été soumis à l'examen du Bundestag. Le début des travaux est désormais prévu pour 2030, avec une mise en service estimée en 2042. L'échange a également permis d'aborder la modernisation de la liaison ferroviaire ouest Plzeň – Domažlice – Munich/Nuremberg visant à créer une nouvelle liaison à grande capacité et entièrement électrifiée avec l'Allemagne, ainsi que les défis du transport de marchandises.

Selon l'Association des transporteurs ferroviaires de passagers, les trois plus grands opérateurs (České dráhy, RegioJet et Leo Express) ont transporté en 2025 plus de 180 M de passagers. Le transport long distance et international affiche une croissance dynamique : RegioJet et Leo Express ont affiché une hausse de 19 % chacun de la fréquentation de leurs trains commerciaux longue distance (7,2 M de passagers pour RegioJet ; 4,5 M pour Leo Express). L'opérateur České dráhy a publié un chiffre global de 168 M de passagers pour 2025. Les transporteurs ferroviaires tchèques exploitent de plus en plus de liaisons intérieures dans d'autres Etats, principalement sur les marchés polonais, danois, autrichien, allemand, hongrois et slovaque.

La région d'Ústí n. Labem a approuvé le plus grand marché d'exploitation de trains électriques à batterie. Le contrat, d'une valeur estimée à 19,44 Mds CZK (~0,8 Md€), concerne l'exploitation pendant 15 ans par les nouveaux trains BEMU (unités multiples électriques à batterie) de 5 lignes régionales dès décembre 2031. La région a obtenu au total 2,8 Mds CZK (~114 M€) de subventions du Fonds de modernisation pour l'acquisition de 23 nouvelles unités électriques.

L'opérateur privé RegioJet a annoncé qu'il ne renouvellerait pas ses liaisons ferroviaires estivales à destination de la Croatie. Malgré le succès de fréquentation depuis le lancement en 2020, l'opérateur les remplacera par deux lignes de bus qui desserviront entre le 29 mai et le 21

septembre neuf villes entre Zadar, Šibenik, Trogir et Split. Le seul train direct entre la Tchéquie et la Croatie sera opéré en 2026 par la compagnie polonaise PKP Intercity.

- routier

A la demande des soumissionnaires, le ministère des Transports a prolongé jusqu'au 10 juillet, soit deux mois supplémentaires, le délai de remise des offres concernant le projet PPP de l'autoroute D35 (CAPEX 2 Mds€). Outre le temps supplémentaire pour la préparation de l'offre, le délai a également été repoussé en raison de la visite prévue du site de construction. Le lancement des travaux pourrait accuser un retard allant jusqu'à six mois compte tenu des vacances parlementaires (le choix du concessionnaire devra être approuvé par le gouvernement, puis par les députés, car les paiements pour la construction et l'entretien de l'autoroute sont comptés parmi les dépenses obligatoires de l'État).

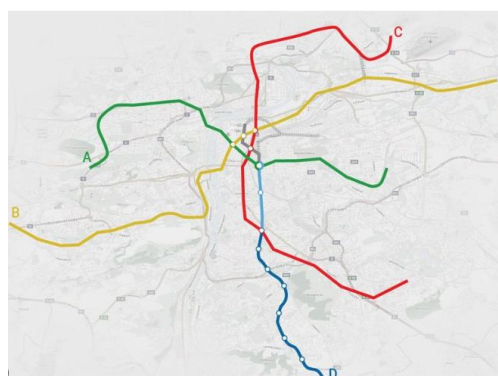
- aérien

L'aéroport de Prague a lancé la deuxième étape de rénovation de la piste principale. A compter du 30 mars et pendant 4,5 mois, les vols seront redirigés sur la piste d'atterrissage secondaire. Cette fermeture permettra de réaliser 14 projets de modernisation pour un montant d'environ 1 Md CZK (~41 M€) dont le remplacement du gazoduc à haute pression ou l'installation de la nouvelle technologie de l'équipement de radionavigation ILS.

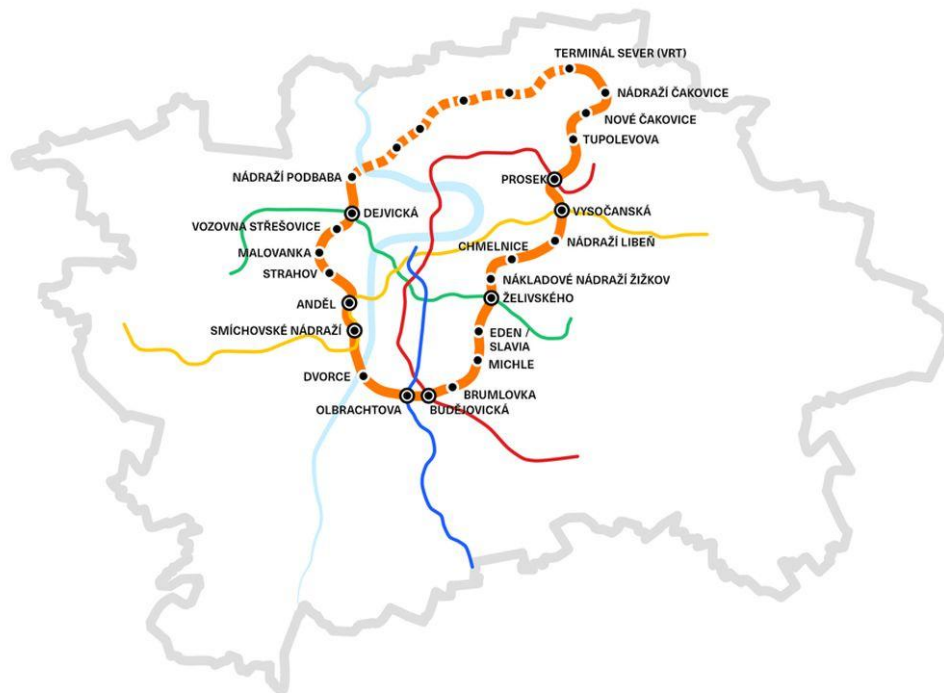
Pour sa première liaison européenne, l'opérateur aérien taïwanais Starlux Airlines a choisi de relier Taipei à Prague. À partir du mois d'août 2026, un vol direct sera assuré par un Airbus A350-900 trois fois par semaine. La compagnie aérienne se présente comme une compagnie aérienne de luxe qui offre une gamme de services haut de gamme à bord. Les estimations ciblent plus de 95 000 passagers pendant la première année d'exploitation de la liaison.

- urbain

La mairie de Prague a lancé un appel d'offres pour une étude de faisabilité (16 M CZK, ~ 655 k€) concernant le prolongement de la future ligne de métro D de Náměstí Míru à Náměstí Republiky. Le délai de soumission est fixé au 23 mars 2026. Ce nouveau tronçon de 2,2 km comprendra de nouvelles stations permettant des correspondances vers les lignes C et B ainsi que de nouveaux nœuds ferroviaires. Outre la faisabilité des correspondances, l'étude examinera également les alternatives de déviation de la ligne et sa poursuite en direction de Žižkov.



Outre la nouvelle ligne D, les projets d'extension du réseau métro de Prague comprennent également le prolongement des lignes A et C (ligne A entre Motol-Řepy-Zličín à l'ouest permettant ainsi de la relier à la ligne C elle-même prolongée entre Letnany - Čakovice (à l'Ouest) et, entre Háje - Petrovice-Uhřetěves (à l'Est)) et une nouvelle ligne circulaire, appelée métro O. La mairie de Prague prévoit de lancer courant 2026 une étude de faisabilité pour la partie tangentielle reliant l'ouest (Anděl) et le terminal nord de la ville (Čakovice).



Le train renforce considérablement sa position en tant que pilier du transport urbain de Prague avec une fréquentation quotidienne historiquement record de 179 k de passagers, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2024. L'organisateur des transports de Prague explique cette augmentation par l'offre croissante de liaisons et par un confort accru grâce à des véhicules plus modernes et plus spacieux

SLOVAQUIE

Guerre en Ukraine

Suite à une attaque russe sur l'oléoduc Droujba (Amitié) dans la région de Lviv en Ukraine occidentale, le flux du pétrole russe vers la Slovaquie (et la Hongrie) s'est arrêté le 27 janvier. La raffinerie Slovnaft à Bratislava (groupe hongrois MOL) réalise depuis quelques années un large programme d'ajustement technique, afin de pouvoir raffiner un autre pétrole que le pétrole russe lourd, idéal pour la fabrication de diesel (51 % du chiffre d'affaires de Slovnaft) mais la part de pétrole acheminé par l'oléoduc Droujba demeure toujours conséquente. Selon Slovnaft, cette part s'élève à 75 % (mi-2025), le reste du pétrole étant approvisionné par l'oléoduc Adria depuis la Croatie. Ces investissements de 200 M€ devraient s'étaler jusqu'à 2027. La capacité de traitement de Slovnaft s'élève à 5-6 Mt de pétrole par an.

La société croate Janaf qui opère l'oléoduc Adria a déclaré qu'elle était en mesure d'approvisionner la Slovaquie et la Hongrie en pétrole à condition qu'il soit d'origine non russe. Par ailleurs, un approvisionnement par flux inversé depuis la Tchéquie serait également envisageable. Pour autant, cette solution ne permettrait qu'un approvisionnement annuel de 1,5 Mt, soit moins d'1/3 du volume demandé. De plus, cette solution n'a pas encore été testée et sa réalisation devrait demander des ajustements techniques pendant quelques mois.

Le 18 février, le gouvernement slovaque a proclamé l'état d'urgence pour le pétrole. Le gouvernement a aussitôt déstocké une partie de ses réserves stratégiques au bénéfice de Slovnaft. Ce prélèvement de 250 000 t de pétrole devrait lui permettre de fournir au marché domestique des combustibles pendant un mois. Pour mémoire, les réserves nationales s'élèvent au minimum à 90 jours d'une consommation moyenne. Slovnaft devra restituer à l'Etat ledit pétrole d'ici septembre 2026. Par ailleurs, Slovnaft a commandé mi-février 7 tankers de pétrole

par la mer. Il s'agit de pétrole alternatif, en provenance d'Arabie Saoudite, de Lybie, du Kazakhstan et de Norvège. La Commission européenne estime pour sa part que les capacités de l'oléoduc Adria sont suffisantes pour satisfaire tant les marchés slovaque que hongrois à moyen terme.

Le 4 mars, le groupe MOL et sa raffinerie Slovnaft ont officiellement envoyé une plainte auprès de la Direction générale de la concurrence de la Commission, soupçonnant la société Janaf d'abus de position monopolistique. MOL accuse en effet Janaf de refuser la cargaison de pétrole russe qui remplit, selon MOL, les conditions des sanctions imposées au pétrole russe. MOL et Slovnaft objectent également les pratiques supposées déloyales de Janaf en matière de tarification en matière de transit. Dans ces conditions, le groupe MOL demande à la Commission européenne d'agir vite.

Le 6 mars, les ministres des Affaires étrangères slovaque (Juraj Blinar) et hongrois (Peter Szijjarto) ont adressé une lettre au commissaire européen chargé de l'énergie, Dan Jorgensen, appelant la Commission européenne à adopter des mesures et à assurer l'accessibilité des routes dans la région, pour des fournitures ininterrompues et diversifiées de pétrole – au nom de la sécurité énergétique de l'UE.

Les autorités slovaques demandent à l'Ukraine de rétablir le fonctionnement de l'oléoduc, au plus vite. Selon elles, l'Ukraine ne reprend volontairement pas l'opération de l'oléoduc, c'est pourquoi, le 4 mars, le gouvernement slovaque a pris la décision d'arrêter les livraisons d'électricité d'urgence qui servent à stabiliser le réseau électrique ukrainien. Les échanges commerciaux d'électricité ne sont pas touchés par cette décision. En 2025, les flux nets vers l'Ukraine ont atteint 2,96 TWh (après 3,42 TWh en 2024). La Slovaquie couvre 1/5 de toutes importations d'électricité par l'Ukraine. Début février, les autorités ukrainiennes ont déclaré qu'elles étaient en train d'analyser l'ampleur des pannes sur Droujba, afin de déterminer les coûts nécessaires pour la réparation et le calendrier prévisionnel des travaux. Le ministre de l'Énergie ukrainien a déclaré en retour que l'accident sur l'un des réservoirs avait causé des dommages à l'intérieur de l'oléoduc, qui ne seraient pas visibles depuis l'extérieur.

Énergie

- nucléaire

Le 11 février, le PDG de Framatome, Grégoire Ponchon, s'est entretenu avec le Premier ministre slovaque Robert Fico, accompagné par la vice-première ministre et ministre de l'Économie Mme Denisa Sakova.

- électricité

La centrale hydroélectrique de pompage-turbinage sur Cierny Vah dotée d'une puissance installée de 730 M W a connu un pic historique dans sa performance en 2025. Employée pour stabiliser le réseau électrique, elle a consommé 640 GWh d'électricité lors du pompage au moment des excédents d'électricité, et a produit 478 GWh, en hausse de 10 % en glissement annuel et en hausse de 44 % par rapport à l'année 2010 - soit sa troisième meilleure année après 2024 et 2025.

En 2025, 299 heures d'électricité ont été vendues à prix négatif, avec un record de -202,7 € / MWh atteint le 11 mai 2025. En 2024, on a compté 288 heures (prix le plus bas -146 € / MWh) contre seulement deux heures en 2022. Les prix négatifs proviennent de l'excédent de production et donc de l'offre excédentaire notamment lors des jours ensoleillés avec une forte production de centrales solaires.

En 2025, Slovenske elektrarne, principal électricien du pays (60 % de la production totale d'électricité) a produit 21 013 GWh d'électricité dont, en déduisant sa propre consommation, 18 804 GWh fournie au réseau (+0,5 % en g.a.). La production chez Slovenske elektrarne se

réalise sans émissions de CO₂. Les deux centrales nucléaires ont assuré une fourniture record d'électricité de 17 920 GWh, soit 95,3 % de sa production. Par contre, vu la sécheresse tout au début de l'année 2025, les centrales hydroélectriques ont fourni au réseau seulement 880 GWh d'électricité soit 4,7 % de sa production. Enfin, Slovenske elektrarne confirme une volatilité accrue des prix en 2025. Aussi, depuis octobre 2025, les acteurs du marché ont décidé de fixer le prix de l'électricité toutes les 15 minutes (contre toutes les 60 minutes auparavant) afin de mieux refléter la réalité de l'évolution du marché.

Selon les données de la société publique chargée de la transmission d'électricité, SEPS, la production d'électricité a atteint 29 816 GWh en 2025, en baisse de 1,7 % en glissement annuel. Quant à la consommation, elle s'est établie à 27 474 GWh, en hausse de 0,4 % g.a. Les exportations d'électricité ont atteint 18 319 GWh (+5,2 %), contre 15 966 GWh pour les importations (+10,4 %). Les importations provenaient principalement de Tchéquie (10 500 GWh) et de Pologne (4 800 GWh) et les exportations s'orientaient vers la Hongrie (14 741 GW) et l'Ukraine (2 955 GWh).

- gaz

La société publique *Verejne pristavy* (« Ports publics ») a abandonné son projet d'investissement de 40 M€ dans la construction d'un terminal GNL pour les bateaux naviguant sur le Danube. En effet, au vu de son empreinte carbone, le projet n'a pas reçu le soutien du schéma européen AFIF (*Alternative Fuels Infrastructure Facility*) dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. En outre, le projet a essuyé une critique des activistes à Bratislava.

- chaleur

La raffinerie Slovnaft prévoit à Bratislava un autre projet d'incinérateur énergétique des déchets. Si Slovnaft obtient toutes les autorisations, il devrait s'agir de l'un des plus grands investissements dans la gestion de déchets, à hauteur de 320 M€. Slovnaft prévoit le début des travaux en 2027. La capacité devrait s'élever à 220 000 t de déchets par an, dont principalement des déchets municipaux (118 000 t) suivis par des déchets industriels (77 000 t) et des déchets dangereux (25 000 t).

Transports

En 2025, le transport public de passagers a atteint 747,6 M de personnes, soit un nouveau record. Par rapport à 2024, le nombre de passagers a progressé de 5 % et même de 7 % par rapport à l'année pré-covid 2019. Le transport public routier représente 656 M de passagers par an (+4,7 %), soit 88 % du total dont notamment le transport municipal (502 M de passagers). En ce qui concerne le transport ferroviaire, le nombre de passagers s'est établi à 74 M de personnes, en hausse de 1,1 %.

En 2025, le transport de marchandises a atteint 198 Mt, en chute de 6,4 % en glissement annuel. Le transport routier est prépondérant avec 149 Mt de marchandises transportées, en baisse de 0,2 %. Le transport routier représente 75 % du total. Quant au transport ferroviaire, il s'est établi à 36 Mt, en baisse de 5,8 %. Le transport ferroviaire représente 18 % du total.

- routier

Le 4 mars, la Société nationale des autoroutes a publié, dans le journal officiel de l'UE, l'appel d'offres sur le tronçon Turany – Hubová de la principale l'autoroute D1 qui relie la capitale avec la deuxième ville de la Slovaquie, Kosice, située à l'Est du pays. Les travaux portent sur 13,5 km d'autoroute avec deux tunnels (Korbelka de 5,9 km et Havran de 2,9 km) et dix ponts dont deux éco-ponts. Il s'agit du dernier segment sur la D1 dont les travaux de construction n'ont pas encore commencé. La valeur estimée de ce marché est d'1,57 Md€ et les intéressés peuvent déposer leur offre jusqu'au 4 mai 2026.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/151003-2026>

- ferroviaire

Le gouvernement a approuvé la modernisation de 30 km de rails entre Krompachy et Kysak à l'Est du pays sur le principal axe ferroviaire Bratislava – Zilina – Kosice, en tant qu'investissement stratégique d'intérêt public. Les travaux sont évalués à 1,3 Md€ et devraient permettre aux trains de rouler à 140 km/h.

En 2025, la société privée tchèque Leo Express qui réalise le transport ferroviaire de passagers en Slovaquie, a transporté 2,9 M de passagers sur la ligne Bratislava – Komarno, dans le Sud du pays (100 km). Il s'agit de la seule ligne libéralisée et opérée par un acteur privé dans l'intérêt public. Par rapport à l'année 2024, le nombre de passagers a augmenté de 27,4 %.

- aérien

Le 31 mars, la société hongroise Wizz Air lancera le vol direct Bratislava – Nice. Le vol sera opéré trois fois par semaine (à savoir tous les mardis, jeudis et samedis).

LITUANIE

Transport

- ferroviaire

D'après un récent sondage réalisé par Norstat, Rail Baltica bénéficie d'un intérêt croissant dans les trois Etats baltes (79% en Lituanie). Selon ce sondage la majorité de la population estime qu'il améliore les connexions avec les pays voisins (94%), mais aussi qu'il permet une meilleure mobilité militaire (83%) ce qui renforce la sécurité régionale. Enfin, 88% des sondés considèrent que ce projet engendre d'importantes retombées économiques (contrats publics, sous-traitance...).

Plus d'informations: [What is happening to Rail Baltica? Estonia finances more from the state budget, in Latvia the shortfall may be larger than in Lithuania / Article Lithuanians support the Rail Baltica project: highlight its importance for security and the economy - Ministry of Transport and Communications](#)

Infrastructure

Le commissaire européen Kubilius a évoqué la création d'un « espace Schengen militaire » afin de faciliter le déplacement de troupes et de matériels militaires. Dans cette optique, le financement de la mobilité militaire devrait passer à 18 Mds€ dans le prochain CFP, au titre du MIE (montant 10 fois plus important par rapport au CFP actuel). Dans la foulée, les autorités militaires lituaniennes et LTG ont signé un accord de coopération afin d'approfondir la coopération et l'interopérabilité des infrastructures. LTG a également lancé un projet de développement d'infrastructures ferroviaires militaires à Palemonas en partenariat avec trois entreprises locales pour un montant total de 37 M€. Ce projet comprend l'extension et le renforcement de infrastructures existantes ainsi que la construction d'une gare de triage (36 000 m²) aux standards de l'OTAN. De même, la ligne ferroviaire reliant la base militaire de Rūdninkai au reste du réseau a débuté. LTG a annoncé la création d'une *Joint-Venture* avec Kauno tiltai et Geležinkelio tiesimo centras pour ce projet dont le coût est estimé à 25 M€ (970 jours de travaux prévus).

Plus d'informations: [LTG Infra has begun implementing a strategic railway connection to the Rūdninkai military training ground - Ministry of Transport and Communications, LTG launches military mobility enhancement project in Palemonas - Ministry of Transport and Communications, The Lithuanian Armed Forces and LTG Group signed a cooperation agreement - Ministry of Transport and Communications](#)

Energie

Si initialement les autorités lituaniennes ont encouragé la production d'énergies renouvelables par les particuliers (notamment via des aides ciblées sur les panneaux solaires), récemment, face

à la stabilisation de la demande (avec une production en hausse), elles ont redirigé leur stratégie sur l'essor des parcs hybrides (production et stockage) qui permettent d'adapter l'offre à la demande. Un des derniers exemples en date est la ferme solaire de Naujažeris d'une capacité de 50 MW associée à un système de batterie d'une capacité de stockage de 107MW. Enfin, si le développement d'importantes capacités de production électrique nucléaires est exclu, les autorités lituaniennes envisagent de se doter de petits réacteurs (réponse définitive fin 2026) en complément des sources renouvelables. Certes le coût moyen de production de l'énergie issue de sources renouvelables est inférieur à celui de l'énergie nucléaire, cependant, selon le ministre de l'Energie Vaiciunas, celle-ci présente l'avantage d'être pilotable ce qui garantit un approvisionnement stable dans le temps.

Plus d'informations: [Minister: Lithuania will assess whether the country needs small nuclear reactors - LRT](#),

[Expert: hybrid parks in Lithuania are not the future, but a necessity for business - Verslo žinios](#)

- hydrogène

L'usine de production d'hydrogène vert (électrolyseur fonctionnant avec des énergies renouvelables) à Vilnius, dont la construction (10 M€) devrait être achevée à l'été 2026, prévoit d'alimenter seize bus de la capitale (économie de 1400 t de CO₂ par an). Ce projet est porté conjointement par la municipalité de Vilnius et MT Group, les électrolyseurs disposent d'une puissance de 3MW et d'une capacité de production d'électricité de 3,45 Mm³. Les autorités du port de Klaipėda mènent un projet similaire, toutefois ces deux initiatives restent modestes. Avec ces initiatives les autorités lituaniennes souhaitent développer une expertise dans un secteur qui pourrait devenir stratégique si le corridor d'hydrogène vert reliant la Finlande à l'Allemagne prévu en 2035 voie le jour. La Lituanie souhaite se doter d'ici 2050 d'une capacité totale de production d'hydrogène vert de 6,5GW.

Plus d'informations : [The construction of the green hydrogen plant in Vilnius has gained momentum, buses will reach the streets in November - Verslo žinios](#)

LETTONIE

Énergie

La filiale lettone du groupe énergétique lituanien Ignitis a lancé la commercialisation d'électricité auprès des ménages lettons. L'entreprise propose quatre offres personnalisées, combinant un prix fixe et une composante indexée sur le marché : « Cozy » (pompes à chaleur), « Night » (recharge de véhicules électriques), « Busy » (présence en semaine) et « Holiday » (consommation accrue le week-end). Chaque formule prévoit des plages horaires quotidiennes à tarif réduit (0,06510 €/kWh), le reste du temps étant facturé à un tarif fixe de 0,13010 €/kWh. Les prix sont garantis pour une durée de 12 mois. Selon le directeur général de la filiale lettone, Kristaps Muzikants, cette entrée sur le marché vise à dynamiser le segment des particuliers, où certaines conditions tarifaires, jugées peu favorables aux consommateurs, ne prendraient pas suffisamment en compte la diversité des habitudes de consommation.

Plus d'informations : [LSM](#)

La société technologique slovène Ngen prévoit d'investir environ 50 M€ dans un projet de stockage d'énergie par batterie (BESS) à Grobina utilisant des technologies Tesla. Un accord a été conclu, aux termes duquel NGEN Group est devenu propriétaire à 100 % de SIA Liepāja ESS afin de mettre en œuvre un projet autonome de stockage d'énergie par batterie connecté au réseau, d'une capacité de 100 MW et d'une capacité de stockage de 200 MWh, dans la région de Dienvidkurzeme, à la sous-station de Grobiņa. Ieva Jagere, directrice de l'Agence lettone pour l'Investissement et le développement (LIAA) a réagi en déclarant que l'agence se réjouissait de ce projet qui renforce la position de la Lettonie en matière d'infrastructures énergétiques. Elle salue aussi le choix d'utiliser une technologie américaine alors que la Lettonie cherche à s'éloigner des technologies chinoises. Les travaux de construction devraient être achevés en 2026.

Plus d'informations : [LIAA](#) et [The Slovenian Times](#)

La banque Citadele a octroyé un prêt de 9,1 M€ à l'entreprise kW1 pour le développement de deux parcs hybrides associant énergie solaire et systèmes de stockage par batterie dans les municipalités d'Ogre et de Limbaži, d'une capacité totale de 42 MWh. La banque explique que les BESS constituent une solution moderne pour le stockage de l'électricité et contribuent à atténuer les déséquilibres entre production et consommation, notamment en réduisant les variations de la courbe de charge quotidienne. Le parc Ozoli 1 (municipalité d'Ogre) s'étend sur huit hectares et disposera d'une capacité de 10 MW et de 27,5 MWh de stockage tandis que celui de Miebolts (municipalité de Limbaži), en cours d'achèvement, aura une capacité de 5 MW et de 15 MWh de stockage.

Plus d'informations : [Dienas Bizness](#)

Le prix de l'électricité en Lettonie a été cet hiver environ 83 % plus élevé que l'hiver précédent, a indiqué le CEO de l'entreprise énergétique Latvenergo, Mārtiņš Čakste, confirmant la hausse observée en janvier sur la bourse Nord Pool, où le prix moyen dans la zone lettone a atteint 153,44 €/MWh. Selon lui, cet hiver, parmi les plus froids des quinze dernières années, a entraîné une consommation record, mobilisant l'ensemble des capacités disponibles. Les centrales thermiques de Latvenergo ont fonctionné presque à pleine charge pendant deux mois. En janvier, la consommation d'électricité en Lettonie a atteint 752 GWh, soit le deuxième niveau mensuel le plus élevé jamais enregistré.

Plus d'informations : [BB](#)

L'unité de production de biométhane à Naukšēni, exploitée par le négociant en produits énergétiques et réseau de stations-service AS VIRŠI-A, devrait être mise en service au cours du premier semestre 2026. Selon son PDG, Janis Vība, l'installation devrait produire jusqu'à 60 000 MWh par an, soit de quoi assurer le chauffage de plus de 5 000 foyers, tandis que le volume annuel de digestat généré permettra de fertiliser jusqu'à 10 000 h de terres agricoles. Fort de l'expérience positive acquise avec ce projet et de perspectives de rentabilité jugées encourageantes, Virši envisage également de développer une installation similaire dans la région de Kurzeme. Au total, plus de 15 M€ seront investis dans cette unité en Lettonie, dont 12 M€ provenant du Fonds européen pour l'efficacité énergétique.

Plus d'informations : [Viršu biometāna rūpnīca Naukšēnos darbu varētu sākt pirmajā pusgadā :: Dienas Bizness](#)

Infrastructure

Une déclaration d'intention relative à l'étude de faisabilité du projet d'interconnexion « Baltic-German PowerLink » a été signée le 18 février à Paris, en marge d'une réunion de l'Agence internationale de l'énergie, par les ministres compétents allemand, letton et lituanien. Le gestionnaire letton de transport d'électricité Augstsprieguma tīkls développe ce projet aux côtés de 50Hertz et Litgrid. L'interconnexion sous-marine, d'environ 600 km, relierait l'Allemagne à un point de connexion situé dans le sud-ouest de la Lettonie ou dans le nord-ouest de la Lituanie, et permettrait d'acheminer jusqu'à 2 GW d'éolien offshore. Selon le ministre letton de l'Énergie, ce projet hybride renforcerait la sécurité et la résilience énergétiques, améliorerait l'environnement d'investissement et soutiendrait le développement des énergies renouvelables, tout en ouvrant la voie à un financement européen via le statut de projet d'intérêt commun. Une décision sur la suite du projet est attendue fin 2026.

Plus d'informations : ["Baltic-German PowerLink": Latvija, Lietuva un Vācija plāno veidot kopīgu elektrotīklu savienojumu Baltijas jūrā | Klimata un enerģētikas ministrija](#)

L'opérateur letton de transport et de stockage de gaz Conexus Baltic Grid prévoit d'investir 8,1 M€ en 2026 afin de garantir la sécurité et la continuité de l'acheminement du gaz. Sur ce montant, 2,1 M€ seront consacrés au développement des infrastructures, avec la reconstruction de six franchissements de gazoducs par routes et voies ferrées sur des axes stratégiques, notamment sur les lignes Riga-Inčukalns, Vīreši-Tallinn et Riga-Panevėžys. Les 6 M€ restants financeront la maintenance du réseau, incluant des diagnostics internes de plusieurs tronçons,

des inspections par tomographie magnétique sur 71,3 km de gazoducs, des travaux de réparation sur différentes sections du réseau ainsi que la réhabilitation d'environ 6,5 km d'isolations. Selon l'entreprise, ces investissements visent à renforcer la fiabilité des infrastructures dans les zones identifiées comme les plus sensibles.

Plus d'informations : [LSM](#)

L'entreprise lettone Naftimpeks prévoit de traiter la livraison d'environ 10 000 t de carburant pour l'aviation par mois au port de Riga, soit jusqu'à 120 000 t par an, un volume susceptible d'évoluer en fonction de la conclusion de nouveaux partenariats. Spécialisée dans le transport et la distribution de carburants, l'entreprise a annoncé la mise en service d'une nouvelle infrastructure de déchargement de carburants liquides au port de Riga. Selon son directeur général, Ivars Blumbergs, l'investissement dans cette installation dépasse 2 M€. La capacité totale de traitement pourrait atteindre jusqu'à 200 000 t de carburant par mois (tous produits confondus). L'infrastructure sera utilisée pour l'approvisionnement en carburant aviation, notamment à destination de l'aéroport de Riga, ainsi que pour le ravitaillement et la distribution de diesel et d'autres carburants. Dans un contexte géopolitique marqué par de fortes évolutions, Naftimpeks présente cette nouvelle infrastructure comme un pilier stratégique de sa croissance sur le marché letton et balte de l'approvisionnement en carburants.

Plus d'informations : [Port of Riga](#)

Transport

Le ministère letton du Climat et de l'Énergie a élaboré un nouveau programme de soutien à l'achat de véhicules écologiques (électriques, hybrides rechargeables et à hydrogène), doté de 40 M€ et prévu jusqu'au 31 décembre 2029 (ou jusqu'à l'épuisement des fonds). Le dispositif prévoit une aide de 4 000 € pour l'achat d'un véhicule électrique ou hybride rechargeable neuf et de 3 000 € pour un véhicule électrique d'occasion. Les titulaires de la carte lettone de famille nombreuse (« Honorary Family Card ») bénéficieront d'un soutien renforcé compris entre 5 000 et 9 000 €, avec un bonus supplémentaire de 1 000 € par enfant au-delà du troisième. Une prime à la casse de 2 000 € pour le retrait d'un véhicule thermique est également maintenue pour tous les bénéficiaires. Selon le ministre Kaspars Melnis, le programme vise à réduire la dépendance aux carburants fossiles, à soutenir l'économie nationale et à poursuivre la baisse des émissions de CO₂.

Plus d'information : [Valsts plāno turpināt sniegt atbalstu elektromobilu iegādei iedzīvotājiem | Klimata un enerģētikas ministrija](#)

Environnement

Depuis la mise en œuvre en février 2022 d'un système de consigne pour emballages de boissons, l'opérateur de gestion SIA Depozita Iepakojuma Operators » a collecté environ 1,5 Md d'emballages, ce qui représente 84% de récipients réutilisables mis sur le marché contre seulement 62% en 2022. Les bouteilles en PET représentent 48 % du volume total des emballages collectés, suivies par les canettes (27 %) et les bouteilles en verre (25 %). On compte actuellement plus de 1000 points de collecte sur tout le territoire du pays.

ESTONIE

Énergie

Le groupe énergétique Enefit a publié des résultats financiers 2025 marqués par un recul de ses principaux indicateurs dans un environnement de marché plus difficile. Le chiffre d'affaires s'établit à 1,6 Md€, en baisse de 8 % par rapport à 2024. Le groupe enregistre une perte nette de 82 M€, contre un bénéfice de 13 M€ en 2024. Cette dégradation reflète notamment la baisse des prix de l'électricité sur le marché (-8 % en g.a.), la volatilité accrue du secteur énergétique ainsi que des charges d'amortissement et financières plus élevées.

Parallèlement, Enefit poursuit sa transition énergétique, marquée par une progression de la production d'énergies renouvelables (+6 % en g.a., à 2,3 TWh) et un recul de la production d'électricité non renouvelable (-17,8 % en g.a.), principalement issue du schiste bitumineux. Le groupe renforce ses capacités dans l'éolien et le solaire, notamment grâce à l'intégration du producteur d'énergies renouvelables Enefit Green, tout en amorçant une réduction progressive de sa dépendance au schiste bitumineux à long terme. Cette évolution s'inscrit dans une réorganisation stratégique autour de trois piliers – distribution d'électricité, production et vente d'électricité, et activités industrielles – visant à améliorer l'intégration des opérations, renforcer la sécurité des infrastructures énergétiques et accompagner la décarbonation du système énergétique balte.

Plus d'informations : https://public-docs.enefit.com/ettevottest/investorile/2025/2025-esitlus_ENG.pdf

La Commission européenne a annoncé l'allocation de 112,5 M€ aux Etats baltes et à la Pologne afin de renforcer la protection des infrastructures électriques transfrontalières. Financé par le mécanisme européen pour l'interconnexion en Europe (MIE). Ce soutien vise à accroître la résilience des réseaux face aux menaces hybrides et à sécuriser le fonctionnement du système électrique balte synchronisé avec le réseau continental européen depuis février 2025.

Sur ce montant, l'Estonie recevra près de la moitié (51 M€) via l'opérateur de réseau Elering pour financer notamment le renforcement physique des installations, l'amélioration des systèmes de surveillance et le déploiement de technologies de détection et de neutralisation de drones. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de sécurité dégradée et vise à garantir la continuité de l'approvisionnement énergétique dans la région.

Plus d'informations : <https://kliimaministeerium.ee/en/news/european-commission-allocates-over-112-million-euros-baltic-states-and-poland-protection>

- énergies renouvelables

Le gouvernement estonien a donné son feu vert au ministre de l'Énergie et de l'Environnement pour lancer une nouvelle enchère destinée à la production d'électricité renouvelable, avec l'objectif d'accroître les capacités nationales ajoutant jusqu'à 2 TWh d'électricité sur le marché. Dans un premier temps, l'enchère soutiendra 1 TWh de production annuelle provenant de parcs éoliens terrestres, avec la possibilité d'étendre ce volume à 2 TWh. Les installations concernées devront être mises en service d'ici la fin de l'année 2030.

Selon le ministre de l'Énergie et du Climat, Andres Sutt, il s'agit de la cinquième enchère de ce type. Elle vise à renforcer la souveraineté énergétique du pays, alors que l'Estonie importe actuellement environ un tiers de son énergie, tout en garantissant des prix abordables pour les consommateurs. Cette stratégie suscite toutefois des divisions au Parlement et au sein de la coalition gouvernementale. La décision est en effet restée suspendue à la position du parti Eesti 200, refusant d'avaliser le projet et entraînant un retard de plus de six mois.

Plus d'informations: [Government greenlights onshore wind farms reverse auction | News | ERR](#)

- nucléaire

L'entreprise estonienne Fermi Energia, spécialisée dans l'énergie nucléaire, a conclu un accord-cadre avec TVO Nuclear Services (TVONS), filiale de Teollisuuden Voima Oyj, l'opérateur de la centrale nucléaire d'Olkiluoto située en Finlande. Cet accord désigne TVONS comme consultant pour le projet de construction de deux petits réacteurs modulaires (SMR) de 300 MW en Estonie.

Dans ce cadre, TVONS apportera son expertise en matière de conception, de réalisation et d'exploitation de projets nucléaires, acquise notamment grâce à son expérience sur la centrale d'Olkiluoto et en particulier sur le réacteur Olkiluoto 3, entré en service en 2023. L'accord couvre l'ensemble des étapes du projet, depuis sa phase initiale jusqu'à la préparation des autorisations, en passant par l'évaluation des modèles d'approvisionnement, ainsi que l'appui à la mise en service et à la préparation opérationnelle des installations.

Plus d'informations : <https://fermi.ee/en/tvo-nuclear-services-asub-tegutsema-noustajana-eesti-vaikereaktori-projektis/>

Infrastructures

Le plan national de maintenance routière 2026-2029 a été soumis au Parlement pour approbation. Porté par le ministre des Infrastructures Kuldar Leis, le plan vise à mobiliser près d'1 Md€ sur quatre ans, dont plus de 280 M€ en 2026, grâce notamment aux recettes de la taxe sur les véhicules à moteur thermique. Plusieurs investissements majeurs sont prévus pour améliorer le réseau routier à l'horizon 2035. Cela inclut notamment la construction de 65 km de voies rapides à quatre voies entre Tartu et Pärnu et la maintenance de près de 200 km de routes dans plusieurs comtés du pays d'ici 2035. Le gouvernement souhaite porter une attention particulière à la sécurité routière, avec une augmentation significative du budget destiné à la rénovation des sections dangereuses.

Plus d'informations : <https://kliimaministeerium.ee/en/news/leis-goal-build-tartu-and-parnu-highways-four-lane-roads-2035>

Agenda

10 mars	Tenue à Paris du 2ème sommet international de l'énergie nucléaire
16 mars	High-Speed Rail Congress & European Rolling Stock Forum , Łódź
18-20 mars	PowerConnect 2026 , Gdańsk
19-20 mars	Baltic Nuclear Energy Forum , Gdańsk
25-26 mars	EnergyON Summit & H2POLAND 2026 , Poznań
25-27 mars	Climate Summit 2025 , Varsovie
30-31 mars	43. EuroPOWER & OZE POWER , Varsovie
9 avril	6th annual conference "WindWorks 2026" - WEA , Riga
22-24 avril	18th European Economic Congress , Katowice
15-16 septembre	RE-Source Poland 2026 , Varsovie
21-24 septembre	TRAKO International Railway Fair , Gdańsk
6-7 octobre	Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026 , Varsovie
17-19 novembre	Future Energy Week Poland 2026 , Varsovie
27 novembre	Conference Look at the Future of Mobility 2026 , Riga

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr